

Le zéro et l'infini : les économistes russes de l'autocratie à la collectivisation

alternatives-economiques.fr/zero-linfini-economistes-russes-de-lautocratie-a-collectivis/00068072

Marc Flandreau, *L'Economie Politique* n°1, 1999

Aujourd'hui, "économie de la transition" désigne l'ensemble des connaissances et des politiques touchant à la meilleure façon de passer d'un système socialiste à un système capitaliste de propriété privée. Mais si vous faites une recherche par mots clés sur le fichier numérisé d'une bonne bibliothèque en croisant économie et transition, vous aurez alors la surprise de voir apparaître, à côté des noms des économistes les plus corrects politiquement et venant des meilleures universités d'Europe ou des Etats-Unis, celui, déjà plus sulfureux, de Boukharine. Il fut l'auteur en 1920, d'un livre intitulé *L'économie de la période de transition*, traduit en français en 1976. C'est que "économie de la transition" désignait, il n'y a pas si longtemps, l'ensemble des politiques permettant le passage d'une société capitaliste de propriété privée à une société socialiste forcément plus avancée. Ainsi vont les ironies du XXe siècle, où toute grande transformation des sociétés industrielles a produit son contingent de savoirs et d'experts destinés à faciliter le cours d'une histoire qui se cherche. Et, pour prix de leur peine, les experts ont reçu, au gré des circonstances, argent, prestige, mépris, oubli, parfois même la déportation ou la mort.

A ce titre, il faut lire, ou relire, le livre d'Alessandro Stanziani, *L'économie en révolution*, qui raconte le destin tragique des spécialistes de l'agriculture russe dans la grande transition économique qui a mené la Russie de l'abolition du servage, en 1861, à la collectivisation forcée, à partir de 1929. Ce livre fera date, d'abord parce que c'est un travail totalement neuf qui, réalisé en grande partie grâce à des archives inexploitées, éclaire la contribution des idées économiques dans le passage de la Russie de l'économie libérale du XIXe siècle au socialisme et à la planification quinquennale après la révolution de 1917. Ensuite, parce que l'ouvrage pose le problème essentiellement moderne du rôle des experts dans l'analyse de la société, dans sa compréhension, et bien sûr dans sa transformation. Enfin parce que Stanziani a été conduit à adopter une méthode originale, mêlant d'un seul jet une histoire des faits et une histoire des idées. Son livre est tout à la fois une histoire intellectuelle des problèmes politiques et une histoire politique des problèmes intellectuels. Pour toutes ces raisons, *L'économie en révolution* est un ouvrage important, qui ouvre la voie à une nouvelle façon de faire l'histoire des idées et des pratiques de la science économique, et invite du coup à réfléchir sur le sens de l'expertise économique au XXe siècle.

L'histoire des agronomes russes, 1870-1930

A partir des années 1870, la Russie est marquée par un considérable développement de l'intérêt pour les questions statistiques. Tant du côté du pouvoir central (l'Etat tsariste) que des autorités locales (les *zemstva*, organismes d'autogestion), la demande de chiffres explose. Pour le pouvoir central, la demande de statistiques correspond à des impératifs de stabilité macro-économique (risques de famine, soutenabilité des finances publiques). Du côté des *zemstva*, les préoccupations sont en revanche micro-économiques. La politique locale, les conflits entre nobles et paysans, les problèmes de détermination de la valeur de la

propriété foncière soulèvent des débats importants. L'accroissement de la demande de statistiques entraîne alors une augmentation du nombre d'institutions où l'on enseigne l'économie, au moins ses rudiments. Les nouveaux spécialistes n'auront aucune peine à s'employer, soit dans les bureaucraties centrales, soit plus souvent auprès des *zemstva* qui embauchent beaucoup. Ainsi se met en place une technocratie locale de statisticiens. Ces statisticiens, souligne Stanziani, trouveront dans leurs enquêtes, dont ils maîtrisent la formulation jusqu'à un certain point, un instrument pour "*exprimer leurs propres convictions politiques*". Cela d'autant plus qu'ils sont les enfants d'une bourgeoisie moyenne (employés, instituteurs, intellectuels, médecins) dont la représentation politique est nulle avant 1906 et restera faible jusqu'à la chute du régime tsariste. Leur engagement, au côté de leur objet d'étude, a donc une signification politique essentielle dans un pays dominé par une bureaucratie autocratique.

Cette bonne volonté statistique au service d'objectifs spécifiques explique alors la multiplication d'études locales, pas toujours compatibles. Elle se combine avec les tensions propres à l'administration russe pour résister aux tentatives d'homogénéisation des recensements. Aux "cent fleurs" de l'inventivité statistique des économistes travaillant auprès des *zemstva* répond le monolithisme des bureaucrates. Les statisticiens des *zemstva* s'en prennent alors aux petits bureaucrates de l'administration d'Etat, éduqués, d'après eux, selon les principes de servilité. Face à ces derniers, ils s'autoproclament garants de l'intérêt de la population, adversaires de la hiérarchie. Face à la bureaucratie, ils souhaitent devenir une technocratie. Le pouvoir, quant à lui, joue de la liberté d'expression des experts, la censure quand leurs études sont perçues comme favorisant les émeutes et l'encouragement lorsque, au contraire, leurs analyses confortent l'action du pouvoir central.

Les économistes et agronomes russes pensent que l'économie est une science de la société prise dans son ensemble et non une pure abstraction. Elle ne saurait se dissocier de l'action et de la conscience politiques. Aussi les intellectuels statisticiens vont "aller au peuple", à la rencontre de la spécificité russe, pour tenter d'établir un "pont entre le peuple et l'Etat". Plusieurs visions contradictoires des limites du rôle de l'expert sont repérables : faut-il, comme le pense l'Ecole de Moscou et les Constitutionnels démocrates (KD), voir dans le statisticien un simple adjuvant technique capable de réconcilier sur le terrain justice sociale et efficacité économique ? Ou bien, comme pour les socialistes-populistes, une sorte de prédicateur dont la tâche serait de former la conscience politique du paysan ? Jusqu'où doit aller le volontarisme scientifique ?

En pratique, les débats des agronomes se concentrent sur les grands thèmes du développement russe. On débat du modèle de la rationalité adapté au paysan russe. Il ne s'agirait pas d'un individu maximisateur de profit mais, selon l'agronome Tchayanov, figure de proue de l'ouvrage de Stanziani, d'un minimisateur de sa peine. Face à une amélioration des récoltes, le paysan réduit son travail. Tchayanov propose alors un modèle mathématique de la rationalité paysanne qui insiste sur le rôle des structures familiales.

A rationalité spécifique, politiques spécifiques. Le programme réformateur des agronomes (si tant est qu'on puisse identifier une cohérence dans la multiplicité des approches et des débats) s'inspirera donc de leurs doctrines. Il ne faut pas prescrire, mais écouter. L'agronome

social est pour Tchayanov un créateur plus qu'un technicien, qui doit par son art contribuer à l'avènement de la cité (paysanne) idéale. C'est par la fusion de la culture spirituelle et de la culture économique que l'utopie se réalisera. Pas de déterminisme du développement : l'agronome social devra inspirer le développement technique et spirituel plus que le diriger. Les agronomes, d'abord "*oligarchie d'enthousiastes talentueux*", permettront alors la transition vers l'élévation spirituelle des masses, en contribuant à l'amélioration des techniques agricoles et de la rationalité paysanne elle-même. Il faut éduquer, éclairer, prêcher.

Après 1905, les réformes agraires de Stolypine sont fondées essentiellement sur la privatisation de la possession commune des terres, et donc sur l'hypothèse que ce sont les droits de propriété qui fondent la rationalité et le développement économique. Elles connaîtront l'opposition des agronomes russes. La privatisation s'appuie sur l'approfondissement de la rationalité paysanne, sur laquelle les experts quant à eux ne comptent pas. Liés aux partis de gauche, ils souhaitent au contraire la redistribution des terres des nobles aux paysans : étant donnée l'ignorance des campagnes, on ne peut espérer que la poursuite de l'intérêt individuel conduise le paysan à développer ses connaissances techniques. Les réformes de Stolypine passeront en dépit de l'opposition des agronomes. Les *ukazes* de privatisation de l'agriculture ouvrent le champ à une décomposition de la commune rurale, et il faut bien dire qu'elles réussissent en partie, tout en ouvrant des dilemmes aigus. A la veille de la guerre, la propriété privée, la commercialisation et le crédit sont en pleine expansion, encore que de façon très inégale suivant les régions.

C'est seulement l'entrée dans la Première Guerre mondiale qui va donner aux agronomes le moyen d'accroître leur influence, initialement parce que le contrôle renforcé de l'économie par l'Etat exige de faire appel à leur expertise, et plus tard parce que la Révolution de février porte au pouvoir les groupes politiques desquels la majorité des agronomes se sentent proches: socialistes-révolutionnaires (SR), parti KD, mencheviks. La nécessaire coordination, en temps de guerre, entre autorités centrales et locales conduit à renforcer le pouvoir des *zemstva*, et partant celui des économistes : les agronomes semblent se féliciter de l'entrée en guerre, grâce à laquelle, déclare l'un d'eux, "*l'agronomie sociale devient une branche de la politique agricole et sociale locale*". Et puis, avec le contrôle des prix et l'accroissement du rôle de l'Etat dans l'économie, les économistes russes, par tradition hostiles au marché, voient une manière de porter quelques coups à ce dernier.

Cette opportunité politique a cependant pour corollaire l'évolution graduelle des experts vers une attitude de défiance vis-à-vis des paysans. Les problèmes d'approvisionnement auxquels se heurtent les spécialistes des *zemstva* les conduisent à soupçonner les paysans de se livrer à la spéculation, d'avoir des réserves "cachées". Ironiquement, ce sont dans une large mesure les politiques de contrôle et de réquisition que les spécialistes appliquent aux paysans - leur ancien objet d'étude et de légitimité - qui creusent un abîme sans cesse plus grand par rapport à ces derniers. Face aux rationnements créés par le contrôle des prix, les paysans ont intérêt à spéculer et à dissimuler leur production. Au fond, rien de moins original que cette rationalité paysanne. Dans cette mêlée, Stanziani nous fait croiser la comète lumineuse du théoricien Slutzky, l'un des fondateurs de la micro-économie moderne, et

dont les fameuses "équations", qui mesurent la réaction d'un consommateur à une variation de prix furent inspirées - le croirait-on? - par l'économie de guerre. L'expérience mentale consistant à se demander quel serait l'effet sur la demande d'une modification autonome des prix relatifs aurait ainsi eu comme origine l'expérience bien concrète des prix administrés, dans la Russie en guerre.

Avec le régime de février, les économistes sont au pouvoir, pour peu de temps. Leur victoire éphémère tiendrait essentiellement à l'effondrement des institutions du tsarisme qui laisse aux technocrates le champ libre : "*Le régime technocratique, conclut Stanziani, apparaît donc comme le rêve fragile et temporaire de l'intelligentsia spécialisée d'un pays retardataire.*" En pratique, les économistes russes restent profondément divisés, notamment sur la question de la réforme agraire. Faut-il d'abord soutenir les innovations techniques, ou accorder la priorité à la redistribution des terres? Tandis que l'on débat de la question sans y répondre, le problème des approvisionnements devient dramatique. Les liens se distendent entre pouvoir central et autorités locales, villes et campagnes, agronomes et paysans, achevant une dissolution commencée pendant la guerre. Comme un fruit mûr, le régime tombe aux premières expropriations sauvages lancées par les paysans.

Octobre, puis la guerre civile, marqueront le début du déclin de cette nouvelle technocratie. L'arrivée des bolcheviks au pouvoir sonne le glas du rêve agrarien. Le nouveau pouvoir nationalise les institutions locales et entame la guerre pour les approvisionnements, au moyen de réquisitions directes et violentes. "*L'Etat prolétarien doit prendre le blé caché par les kulakis [riches paysans].*"

C'est dans ce contexte qu'entre juin et août 1918, le Bureau central des statistiques (CSU) va être créé. L'idée, qui a reçu la bénédiction de Lénine, est soumise au congrès des statisticiens. Popov, ancien économiste des *zemstva*, est placé à la tête du nouveau bureau. Il y a bien quelques statisticiens pour flairer le piège et dénoncer le bureaucratisme de cette nouvelle orientation, d'autant que le CSU devra être placé sous l'autorité du Conseil supérieur de l'économie nationale (VSNH) contrôlé par les bolcheviks. Pourtant, de nombreux spécialistes s'embarquent dans l'aventure, récupérant au passage une place dans la nouvelle bureaucratie en voie de constitution. Nombre d'agronomes pensent trouver une position forte derrière les lignes bolcheviques. Mais le propos de Lénine est différent : pour lui, le CSU devra aider à estimer le "*blé caché par les paysans*".

En effet, tandis que certains statisticiens sont intégrés dans le régime, la répression s'abat sur d'autres : en 1919, la *Tchéka* (police politique) arrête plusieurs agronomes de la prestigieuse Académie Petrovskij. Les bolcheviks soufflent alternativement le chaud et le froid : jusqu'en 1922, des phases d'ouverture succèdent aux périodes de répression, tant à l'égard des oppositions politiques que des spécialistes, qui sont perçus comme "petits-bourgeois". Les agronomes sociaux sont vus comme des populistes, et politiquement identifiés à leur objet d'étude. On soupçonne une connivence objective entre leurs intérêts de classe et ceux des paysans. Les agronomes sociaux ne vont d'ailleurs pas opposer une résistance farouche. Comme le montre Stanziani, ils sont généralement disposés à

collaborer avec le régime. Kondratieff et d'autres quittent entre 1918 et 1922 leur parti d'origine pour rejoindre l'administration bolchevique. Le rêve d'ascension politique de l'intelligentsia des agronomes a la peau dure.

Et puis il y a la concurrence entre collègues. Le degré d'organisation des experts russes est trop rudimentaire pour résister à la tentation de s'appuyer sur l'autorité bolchevique pour éliminer les autres spécialistes. C'est peut-être, selon Stanziani, une des sources principales du drame des "spécialistes bourgeois" dans la Russie soviétique. En 1921, un semblant de coordination a lieu au sein d'un sous-groupe, autour de Brutskus et de *l'Ekonomist*. Le nouveau journal ose attaquer les mesures bolcheviques tout en jetant un regard plutôt favorable sur les réformes de Stolypine et l'exploitation individuelle. Mais il est déjà trop tard. La riposte bolchevique ne se fait pas attendre. Pour Lénine, Brutskus serait à la solde des *"seigneurs féodaux contemporains, cachés sous le manteau de la science, de la démocratie"*. Dans le silence assourdissant des autres "experts", Brutskus et ses partisans seront expulsés d'Union soviétique en 1922.

En tant que groupe, les experts russes sont donc politiquement vaincus dès 1922. Avec la Nouvelle politique économique (Nep) s'ouvre pourtant une apparente rémission : ces années sont, selon Stanziani, faites *"d'ombres et de lumières"*. La lumière vient de l'effervescence intellectuelle qui caractérise la période : nombreuses publications, recueils d'économie, traductions d'ouvrages étrangers. L'ombre vient de la pression et de la répression qui se poursuivent : censure, contrôle de l'enseignement, des programmes et des diplômes. Les économistes pensent retrouver un semblant de pouvoir à travers leur rôle dans les institutions statistiques. Popov proclame que la lutte des classes est terminée, que les statistiques vont servir de base à un savoir plus *"objectif"*, plus *"vrai"*. Les économistes pourraient alors prétendre à guider les orientations du parti. Très vite, pourtant, le débat s'engage entre appareils statistiques concurrents : Gosplan, Bureau central des statistiques, etc. C'est qu'à côté de la statistique industrielle, relativement facile à faire car la production est contrôlée de près par le pouvoir, existe une zone d'incertitude complète, celle de l'agriculture, sur laquelle la Nep a un peu relâché la pression. De combien faut-il corriger les chiffres portant sur la production apparente, sachant que le paysan cache son blé ? Les experts ne s'accordent pas. Mais pour le pouvoir bolchevik, ces affrontements sont surtout un moyen de contrôle sur les spécialistes eux-mêmes. Dis-moi comment tu estimes la production agricole et je te dirai de quel bord tu es. Ainsi que conclut Stanziani : *"Le contrôle sur les statistiques, l'intervention directe des membres du parti dans la détermination des réserves des paysans reflète cette imbrication étroite entre la production des informations, le contrôle sur l'économie, sur les groupes sociaux, et finalement, sur les individus."*

Repoussés aux marges d'un système politique et administratif dont ils n'ont pu influencer la direction, certains agronomes russes vont alors tenter de réaliser une timide jonction avec la cause des paysans. Ils comprennent, tardivement, que c'est le contrôle et les expropriations (et non une rationalité spécifique) qui ont conduit les paysans à cacher leur production, provoquant en retour à une atrophie des marchés. C'est en particulier le cas des spécialistes du *zemplan* (commission chargée du développement du plan agricole) qui, comme Tchelintsev et Kondratieff, réalisent que leur poids politique est en dernière analyse relié à

celui du secteur dont ils sont chargés. D'où une volte-face à partir de 1923. Les agronomes "découvrent" que le producteur cherche à maximiser son revenu, que le marché permet à l'exploitation paysanne de faire face à ses besoins. Dès lors, ce ne sont pas les marchés mais leur absence qui est tenue pour responsable des difficultés économiques de l'Union soviétique. Mais les spécialistes ont déjà perdu pied. L'étau bolchevik se resserre. Le rôle du spécialiste, pour le pouvoir, c'est de se contenter de faire des calculs. C'est la fin du savoir économique en tant que domaine spécifique, la fin de l'économie politique. La voie est libre pour l'élaboration de la planification "téléologique" : on fixe le but, et on adapte ensuite les ressources disponibles. Les statisticiens feront les additions.

Ainsi se met en route l'élimination définitive des anciens agronomes sociaux. Le récit de leur "*dispersion*", selon l'expression de Stanziani, se déroule comme un sinistre générique. En 1928 paraissent les premières accusations d'anti-socialisme. En 1930, on parle de partis plus ou moins mystérieux qui comploteraient contre le régime et auxquels les économistes seraient liés. Les arrestations commencent, suivies d'aveux et de suicides. Tchayanov est déporté. Les procès de 1937 achèvent le travail. Tchayanov est une nouvelle fois arrêté, condamné par le NKVD et exécuté le jour même. D'autres suivent, dont Kondratieff. Seuls ceux qui ont été expulsés dès les années 1920 survivront : Brutskus s'est installé à Berlin, puis à Paris et Jérusalem. Ses travaux influenceront l'organisation des *kibboutz* après la Seconde Guerre mondiale.

L'expert, anti-héros du XXe siècle

Par son caractère tragique, l'histoire des économistes russes semble plutôt à ranger au cabinet des horreurs du XXe siècle. Pourtant, c'est au contraire sur son exemplarité que Stanziani attire notre attention. En quoi l'histoire des experts russes est-elle exemplaire ?

Tandis que la croyance en un ordre social spontané, typique du libéralisme du XIXe siècle, avait conduit à faire de l'économiste un défenseur de la nature économique, l'approche du XXe siècle et la montée de la question sociale partout en Europe ont peu à peu modifié la portée de son action. Marx l'avait annoncé, il était désormais temps de changer le monde. L'expertise économique se retrouve au premier rang de l'utopie socialiste, face à un champ de manoeuvre immense. Elle est en première ligne dans le passage à une société où le rôle de l'Etat comme régulateur économique et social allait devenir essentiel.

Ce nouveau rôle, historique, assumé par l'expertise économique ne va pas sans contradiction. D'un côté rêveurs, porteurs des utopies d'une époque et, au sein de ces utopies, de celles du groupe dont ils sont issus, les experts prétendent changer la société, parfois malgré elle, mais toujours pour son bien. D'un autre côté, porteurs de leurs intérêts particuliers (de groupe, de profession, de classe), "petits-bourgeois", comme les appelaient les bolcheviks pour mieux les abattre, ils aspirent à la reconnaissance et à l'élévation sociale. L'expertise qu'ils revendiquent aurait l'apparent pouvoir de réconcilier les termes de la contradiction, car l'intelligent, par son point de vue plus élevé, a le pouvoir de voir au-delà des intérêts spéciaux. Ainsi peut s'interpréter le rôle romancé de l'expert tels Tchayanov et les héros de Stanziani. L'expertise devient un art, et le technicien un demiurge. L'expert traite des moyens concrets de la transition vers l'utopie. Il a besoin, pour continuer de vivre, du

maintien de la fiction qui entoure son action. Sous cet angle, les pages les plus lumineuses, peut-être les plus tragiques aussi, du livre de Stanziani, sont celles où l'on voit les agronomes perdre pied devant le pouvoir bolchevik et se réfugier dans une exaltation de leur sacrifice. Face aux brimades, ils restent butés dans leur vision d'eux-mêmes, de la Russie et du progrès. Lorsqu'en 1922 les nuages s'alourdissent autour des agronomes et qu'Ekaterina Kuskova écrit à Tchayanov de quitter l'Union soviétique pour venir s'établir à Berlin, ce dernier répond : *"Je ne crois guère à une lutte armée contre le régime bolchevik (...). Il faut plutôt une lutte économique, de manière à faire comprendre aux dirigeants bolcheviks les mesures à prendre. Des fantaisies ? Peut-être. Mais qu'est-ce qu'il me reste d'autre ? C'est pour le peuple russe que je travaille dur, en tant que professionnel."*

"Professionnel", le mot est important. Il traduit chez ces experts cette conviction têtue de l'utilité sociale de son travail. Se proclamer professionnel, c'est affirmer que le monde rêvé est un monde véritable, où les conseils prodigués constituent la justification de celui qui les prodigue. L'expert cherche alors autour de lui et, pressé de voir son projet réalisé - encore une fois, c'est pour le bien de tous -, il se tourne vers le pouvoir politique qui semble lui proposer un raccourci : en ayant l'oreille du prince, l'expert s'assure d'être entendu par la société. C'est pourquoi les experts, comme les héros de Stanziani, sont forcément, *nolens volens*, les amis de l'Etat.

En somme, le dilemme fondamental du spécialiste, c'est bien sûr celui de sa légitimité, et c'est ce dilemme qui est la source du pacte qu'il propose au pouvoir. Prête-moi ta force et je te donnerai mon savoir. L'expert pense rouler le politique. Il se trompe. La reconnaissance de l'expertise est le fait de l'appareil politique qui sollicite le conseil. Comme c'est le pouvoir qui prête la légitimité, c'est finalement lui qui constitue l'expert. Il peut changer d'expert, changer de question et contrôler l'application de la recommandation. Quant à l'expertise, ce n'est qu'une toute petite parcelle de pouvoir qu'il faut sans cesse remettre en jeu. A ce titre, le récit de Stanziani est particulièrement limpide. Il existe en effet une continuité frappante entre l'administration tsariste et celle des bolchevik vis-à-vis des spécialistes. Face aux stratégies subtiles des statisticiens qui, comme Popov, pensent que les *"statistiques d'Etat doivent constituer un appareil technique à l'aide duquel le nouvel Etat doit bâtir une société nouvelle"*, Lénine et les bolcheviks jouent leur survie politique et ne font pas de quartier. Ils craignent par-dessus tout la cannibalisation de leur pouvoir par une technocratie hostile et s'emploient avec méthode à jeter spécialistes contre spécialistes, spécialistes contre paysans.

Cependant, la défaite des spécialistes dans leur pacte avec le politique ne les excuse pas totalement. Pour tragique que soit le destin des experts russes, on n'arrive cependant pas à voir en eux les brebis expiatoires du XXe siècle. Cela tient sans doute à l'erreur tactique fondamentale qu'ils ont commise en essayant par le raccourci du pouvoir de mettre leurs utopies en pratique. C'est en fait cette tentative qui disqualifie leur action, pour en faire la simple expression revendicative de groupe. Cela est particulièrement palpable avant la Révolution puisque, comme l'écrit Stanziani, *"comme les spécialistes n'ont pas de droits politiques et ne disposent que de leur savoir, leurs intérêts professionnels et leurs revendications politiques se superposent"*. Cette configuration se maintiendra au-delà de la chute du régime tsariste, car *"le savoir économique joue un rôle crucial essentiellement à cause de l'absence d'un*

système politique représentatif". Ce qui est toujours manqué, dans le projet technocratique, c'est donc en fin de compte la démocratie, qui ne figure pas au premier rang des revendications des spécialistes, bien au contraire. Amis de l'Etat, les experts ont du mal à aimer la démocratie. Car dans une démocratie, comment se faire entendre ?

Le paradoxe de l'expertise économique, finalement, est qu'elle porte au fond d'elle la petite tentation totalitaire de savoir mieux, tout en reflétant sociologiquement les ambitions d'un groupe, les appétits d'une caste. Le récit de Stanziani témoigne à cet égard d'une lucidité bienfaitrice. Les idées économiques, explique-t-il, leur logique, leur forme, et leur postérité politique relèvent d'une sociologie du savoir, bien plus que de l'analyse d'une marche en avant, d'une marche triomphale de la pensée économique. La tragédie du XXe siècle, de ses grandes transformations et retransformations, a dessiné la figure de cet anti-héros qu'est l'expert. Romantique attardé dans le siècle des machines à calculs, il se souvient avec délices de ce jour où il a cru à la toute puissance, quand Staline l'a porté dans ses bras. Mais c'était pour l'étouffer.

Notre grande transformation à nous, le passage au XXIe siècle, a apporté sa moisson de problèmes. Le débat des spécialistes a repris. On a quantifié en nombre de chômeurs plutôt qu'en tonnes de blé l'effet des mesures politiques. Le Premier ministre nourrit son action de rapports d'experts dont la signification véritable - c'est-à-dire la signification historique et politique - relèvera sans doute un jour d'une analyse, au même titre que les études des statisticiens des *zemstva*. C'est dit, beaucoup de distance sépare les statisticiens russes des experts contemporains. Mais les dilemmes sont incroyablement permanents. Alors, ne peut-on pas hasarder quelques spéculations? Les experts français ont sans doute beaucoup à apprendre du livre de Stanziani et des experts russes. Comme eux, ils sont souvent statisticiens. Comme eux, ils sont caractérisés par une interpénétration de la culture "académique" et des réseaux de production de savoir extra-universitaires. Comme eux, ils sont souvent politisés, encore que comme eux, leurs liens avec les partis politiques soient complexes, variables, et majoritairement de gauche. Comme eux, ils combinent une utopie réformatrice et un rêve de pouvoir repris des mains du politique. Comme eux, ils font face à une demande sociale que le politique leur présente comme incarnation sélective de l'intérêt général. Comme eux, ils ont la tentation volontariste de répondre à cette demande en en redéfinissant les termes au nom d'une vision particulière de l'intérêt général. Comme eux, ils sont alors conduits à s'aligner comme sur un champ de bataille en bureaucraties rivales et centres de recherche concurrents, dont les luttes idéologiques se confondent avec des luttes politiques. Comme eux, ils souffrent d'une coupure forte d'avec leur objet d'étude, qui ne se reconnaît pas dans les constructions qu'ils en font. Comme eux, et peut-être pour toutes les raisons précédentes, ils n'ont pas su organiser le débat en le formulant dans des concepts tout à la fois accessibles et fondés dans un système de croyances collectives. Comme eux, pour terminer, ils sont forts et ils sont faibles, et finissent toujours, toutes tendances confondues, par s'incliner devant le train de l'Etat.

A lire et à relire Stanziani, on finit par se demander : ce pays qui a tant besoin d'experts peut-il être une démocratie ?

